



Union communiste internationaliste (trotskyste)

Les travailleurs n'ont aucun intérêt dans les guerres capitalistes !

Lors de l'altercation avec le président ukrainien Zelensky à la Maison Blanche, Trump et son vice-président J.D. Vance ont exprimé tout le mépris des dirigeants impérialistes pour les pays subalternes.

Zelensky était à Washington pour signer un accord qui concédait aux capitalistes américains le contrôle et l'exploitation des minerais et des terres rares d'Ukraine, en contrepartie de l'aide militaire et financière accordée à l'Ukraine en guerre.

Ce serait une « colonisation économique de l'Ukraine par les USA » dénoncent les négociateurs ukrainiens.

Effectivement, les États occidentaux n'ont pas soutenu militairement l'Ukraine pour défendre « le droit des peuples » et « la démocratie » comme on nous le répète, mais pour défendre les intérêts des capitalistes occidentaux.

Depuis la fin de l'URSS en 1990, les capitalistes français, anglais, allemands et américains, se sont accaparés les marchés et les ressources des pays de l'ancien bloc soviétique. L'influence grandissante des capitalistes occidentaux en Ukraine menaçait la chasse gardée des oligarques russes.

C'est cela, en plus de la menace des troupes de l'OTAN aux frontières russes, qui a poussé le dictateur Poutine à déclencher la guerre contre l'Ukraine il y a trois ans.

Trump a décidé de mettre fin au soutien américain à l'Ukraine. Non pas parce qu'il serait « fou » ou « une marionnette de Poutine » ou pacifiste. Mais parce qu'il défend les intérêts des milliardaires américains. Après avoir utilisé les Ukrainiens comme chair à canon pour affaiblir la Russie, les capitalistes américains considèrent plus rentable d'arrêter la guerre et de négocier avec les dirigeants russes pour se partager les richesses de l'Ukraine.



Car la principale préoccupation des dirigeants américains est la concurrence avec la Chine.

Les dirigeants européens, les Macron, Starmer, De Wever, von der Leyen se disent « choqués » par ce revirement de la politique des dirigeants américains.

Ce qui les choque, c'est de ne pas être invités au partage des richesses de l'Ukraine !

C'est la mise en évidence que les relations entre les États-Unis et les pays européens sont des relations entre puissances inégales, luttant sans pitié pour accaparer les marchés.

Désormais, l'aggravation de la crise économique et de la concurrence font planer des menaces guerrières sur le monde entier. Ce qui amène les capitalistes européens et leurs États à se réarmer à marche forcée pour défendre leurs intérêts dans les conflits à venir.

Chaque État grossit son budget militaire et les dirigeants européens se sont accordés sur 800 milliards de dépenses militaires supplémentaires. Qui va payer ? Les milliardaires ? Non, bien sûr !

Ces dépenses militaires, c'est aux travailleurs qu'ils veulent les faire payer ! Au Danemark, l'âge de la retraite est monté à 70 ans pour dégager des budgets pour l'armement. En France, Macron annonce : « On va devoir revisiter nos priorités nationales » et promet de ne pas augmenter les impôts des capitalistes. Autrement dit, les milliards pour l'armée seront pris sur les logements, les écoles, les hôpitaux, les retraités.

En Belgique, le gouvernement fédéral veut augmenter le budget militaire à 2% du PIB (12 milliards d'euros) dès cette année. Le gouvernement veut faire payer les travailleurs en rabotant les pensions, les salaires et la sécurité sociale et évoque de nouveaux impôts.

Pour nous faire accepter les coupes budgétaires et la marche à la guerre, les politiciens et les capitalistes cherchent à embrigader les esprits.

La Commissaire européenne Hadja Lahbib déclare que « *La guerre est à nos portes* », Theo Francken exhorte les jeunes de 18 ans à faire leur service militaire, les étudiants en médecine en Flandre seront formés à la

médecine de guerre, Cockerill se dit intéressé par la reprise du site d'Audi à Forest pour produire des blindés, etc.

Vu la montée des tensions internationales, les dirigeants européens se présentent comme les gardiens des « *valeurs démocratiques* ». C'est faux ! Depuis trois siècles, les États européens n'ont cessé de s'affronter et de piller le reste du monde par la colonisation. Tout en soutenant les pires dictateurs comme Pinochet au Chili dans les années 70 et les régimes les plus rétrogrades comme la monarchie saoudienne. Au 20e siècle, les États européens ont entraîné l'humanité dans la barbarie de deux guerres mondiales.

Alors non, les dirigeants européens n'ont aucune leçon de paix et de démocratie à donner !

Le capitalisme en crise menace d'entraîner l'humanité dans des guerres plus larges et plus meurtrières encore ! Les travailleurs n'ont aucun intérêt dans ces guerres capitalistes, ils ne serviront que de chair à canon.

Et la seule possibilité pour empêcher les guerres, c'est que les travailleurs renversent le capitalisme à l'échelle mondiale.

Cela commence par refuser le nationalisme, refuser l'embrigadement derrière les capitalistes belges, européens ou américains et les sacrifices qu'ils imposent.

Dans les entreprises

Deux mille milliards d'exploitation

Les actionnaires du monde entier ont obtenu en 2024 un record de dividendes : 1.750 milliards de dollars. C'est 6,6% de plus que l'année précédente, et presque le double des dividendes d'il y a 10 ans, où les dividendes mondiaux atteignaient déjà un record de 1.000 milliards de dollars.

En Belgique, c'est la banque KBC et la multinationale de la bière AB Inbev qui ont le plus augmenté leurs dividendes.

Mais qu'on ne s'y trompe pas, qu'ils viennent d'une banque ou d'une entreprise brassicole, chaque centime de dividende provient de la sueur et du

sang des travailleurs du monde entier ! Pendant que les guerres font rage et que les gouvernements annoncent des coupes budgétaires massives, les capitalistes se gavent sur le dos des travailleurs.

Plus d'heures supplémentaires, c'est plus de chômeurs

Plus d'heures supplémentaires possibles, sans primes et sans repos compensatoires ? Ce sont les prochaines attaques du gouvernement fédéral, pour le plus grand intérêt du patronat.

Avec une simple acceptation écrite du travailleur, les patrons pourront imposer 240 heures de

travail supplémentaires (360 heures dans l'Horeca) « *volontaires* » pour lesquelles ils ne devront payer aucun sursalaire, aucun repos compensatoire et aucune taxe !

Ils parlent de « *volontariat* » ! Mais avec la pression de perdre son travail ou d'être catalogué comme un mauvais dossier ! C'est une manière de ne pas embaucher et de faire supporter plus de travail sur moins de bras pour économiser des salaires !



Abonnement : 30 € pour un an d'abonnement (20 numéros), ou plus avec soutien.

Vous pouvez vous abonner à Lutte Ouvrière par virement : IBAN: BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1 avec mention abonnement LOB et vos coordonnées postales ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.

Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse.

Distribution : l'exploitation du dimanche

Les 146 magasins Okay du groupe Colruyt devraient bientôt ouvrir le dimanche matin. Cette extension du travail du dimanche se généralise dans la grande distribution sous la pression de la concurrence.

Elle vise à imposer des horaires plus durs et une flexibilité accrue aux travailleurs. Présenté comme du « *volontariat* », ce nouveau jour de travail sera en réalité imposé par la pression des managers et le chantage à l'emploi.

La responsabilité a été sous-traitée

L'effondrement d'un pont de l'autoroute E42, à proximité de La Louvière, a causé la mort d'un ouvrier. La veille, un de ses collègues avait constaté que le pont en cours de démontage vibrait beaucoup et ne semblait pas assez stable pour supporter le poids des grues. Mais les ingénieurs en stabilité ont assuré qu'il n'y avait aucun risque.

L'auditeur du travail annonce que l'enquête sur les causes de l'accident sera compliquée, car Galère, l'entreprise qui avait obtenu le marché du démontage de ce pont vétuste, a sous-traité la démolition à Wanty, qui a sous traité l'évacuation des déchets, etc. L'auditeur mentionne cependant déjà « *des mesures de sécurité non prises par les entreprises, des matériaux inadéquats, des grues installées sur des terrains instables* ».

Dans le secteur du bâtiment et des travaux publics, les conseillers en prévention,

comme les ingénieurs en stabilité, sont payés par les entreprises et donc soumis à la pression de la rentabilité. En cas d'accidents, les enquêtes prennent des années, et les condamnations tombent souvent sur d'autres travailleurs ou des sous-fifres de la direction. Les actionnaires ne sont jamais inquiétés.

Casa : le mensonge de la faillite

La direction du groupe Casa International et Casa Logistic demande au Tribunal de l'entreprise (ancien Tribunal de commerce) de reconnaître la faillite de sa chaîne de magasins en Belgique. 63 magasins seraient fermés et 544 emplois supprimés.

Depuis octobre 2024, la direction du groupe a profité d'une procédure de réorganisation judiciaire (PRJ) pour dépecer l'entreprise. A l'échelle de l'Europe, 46 magasins ont déjà été fermés et de nombreux emplois supprimés. En Belgique, les stocks ont été liquidés, le personnel pressuré sous prétexte de sauver les emplois.

Si les juges acceptent la faillite, les actionnaires de Casa (le groupe financier néerlandais Globitas) laisseront le Fonds de Fermeture, c'est-à-dire la collectivité, payer à leur place des indemnités de licenciements plafonnées dans ce cas à 30.500 euros maximum.

Makro, Lunch Garden, Casa : les mêmes procédés

Les « *procédures de réorganisation judiciaire* » et les « *faillites* » sont des instruments juridiques fréquemment utilisés

par les patrons de grands groupes capitalistes pour se partager les restes des entreprises qui ne les intéressent plus.

Depuis 2020, par exemple, le groupe HB Capital, détenu par la famille de multimillionnaires néerlandais Blokker, a profité d'une PRJ pour revendre Casa International au groupe financier Globitas. En 2023 ce groupe a recruté Vincent Nolf, qui venait de liquider les magasins Makro. Nolf a appliqué aux employés de Casa exactement les mêmes méthodes qu'à ceux de Makro : pressions permanentes, flexibilité et polyvalence accrues. Et au bout de deux ans, il déclare la faillite pour faire main basse sur leurs indemnités de licenciement, comme pour ceux de Makro !

L'expérience des travailleurs de Makro

Le 1er septembre 2022, les travailleuses et les travailleurs de l'enseigne Makro apprennent que les six magasins belges entrent en PRJ (procédure de réorganisation judiciaire) « *faillite* » artificielle avec licenciements à la clef. Quelques mois auparavant, le personnel de la riche multinationale METRO-MAKRO en Belgique passait entre les mains de différents capitalistes : Bronze Properties, GA Europe. Les bâtiments restaient entre les mains de METRO-MAKRO.

Pour les travailleuses et les travailleurs, tout ceci sent le Monopoly afin de licencier à moindre frais. Le patronat évite ainsi de payer les préavis légaux qu'il doit aux travailleurs. En effet, un nombre élevé de membres du personnel peut prétendre à des préavis de trois ou quatre ans !

Grâce à cette PRJ, le montant maximum auquel pourront prétendre les travailleuses et travailleurs sera plafonné à 30.500 euros brut (préavis et montant des congés payés compris !). Une honte. Et sans que cela ne coûte un sou aux actionnaires puisque ces indemnités seront payées par la collectivité via le Fonds de Fermeture !

Mais l'entourloupe ne s'arrête pas là. L'escroquerie est bien rodée. Ces vautours capitalistes contournent le Plan Renault et ses dispositions: il n'y a rien à négocier ! Les années d'ancienneté ne sont pas prises en compte, les quotes-parts patronales pour les « *pré-pensionnables* » disparaissent, les préavis rabotés, pas de pourparlers pour d'éventuelles fins de carrières ou de primes de sortie. Que dalle! De la chair à patron. Silence assourdissant de la gauche. Mutisme à droite. Alors qu'il s'agit d'un hold-up sous couvert de la légalité. Les bureaucraties syndicales détournent le regard au lieu de s'insurger contre cette démolition des droits des travailleurs.

Le 31 janvier 2025, la presse signale que CV Real Estate, une société immobilière détenue à moitié par l'homme d'affaires

Willy Naessens, et Colruyt Group Real Estate ont conclu un accord final avec METRO Properties Holding en vue d'acquérir onze anciens sites des enseignes Makro et Metro en Belgique... Le montant n'a pas été communiqué. Certainement un fameux pactole ! Mais, au fait, voilà de l'argent frais ! Assez pour verser les préavis, non ?



Témoignage d'une ex travailleuse de Makro

«J'ai été licenciée chez Makro en 2022, comme mes 1.200 collègues. À Lodelinsart, après deux ans de cellule de reconversion, la moitié des 200 travailleurs n'a toujours pas retrouvé un emploi. Je vais régulièrement au Cora de La Louvière et leur processus me fait drôlement penser à celui de Makro.

Des rayons entiers d'articles à moindre prix qui ne sont plus réassortis. Même mépris de la direction à l'égard des travailleurs et des syndicats.

Quand nous avons vu en avril 2023 que Vincent Nolf reprenait du service chez Casa, on s'est TOUS dit que les employés pouvaient déjà chercher un autre boulot ...»

Même coups bas chez Cora

Des travailleurs de Cora ont participé à l'action syndicale de blocage du dépôt logistique de Heppignies pour alerter leurs collègues sur les intentions de la direction du groupe. Ils craignent une « *faillite silencieuse* », comme chez Lunch Garden.

Cette nouvelle procédure, introduite en 2023 avec l'accord du ministre des affaires sociales, le socialiste Pierre-Yves Dernaigne, permet aux patrons de vendre les morceaux les plus intéressants de leurs entreprises au meilleur prix, avant la déclaration officielle de faillite.

Les travailleurs de Cora n'ont aucune raison d'attendre leur C4 avant de réagir !

8 mars : pour l'égalité entre les hommes et les femmes il faudra renverser le capitalisme !

Chaque 8 mars est l'occasion de constater que le capitalisme sénile est incapable du moindre progrès, tant pour les femmes que pour le reste de la société.

Un rapport de l'ONU sorti ce 6 mars dénonce le fait que les inégalités salariales entre hommes et femmes ne baissent plus depuis plusieurs années, et que les violences envers les femmes ont

explosé. Les guerres sont responsables de la plus grande partie de ces violences, qui ont augmenté de 50 % en dix ans. En tout, c'est presque une femme sur trois qui a subi des violences sexuelles et/ou physiques à l'échelle de la planète.

La situation n'est pas bien meilleure en Europe qu'ailleurs, et le procès des violeurs de Gi-

sèle Pelicot rappelle qu'il est encore considéré comme normal par beaucoup trop d'hommes, et pas seulement en France, qu'un homme ait tous les droits sur sa femme, y compris de proposer à des étrangers de la violer...

Cette barbarie est en complet décalage avec les moyens scientifiques et techniques dont dispose l'humanité aujourd'hui.

Échos de la manifestation

Le maintien des femmes dans une position d'infériorité ne persiste que parce que cette oppression sert la politique de division des capitalistes qui sont bien conscients qu'une lutte unie de tous les opprimés pourrait les renverser.

De nombreuses militantes espéraient faire pression sur les entreprises et les gouvernements pour aller dans le sens de l'égalité entre les hommes et les femmes.

Elles assistent impuissantes au revirement récent de plusieurs milliardaires de la tech, dont Mark Zuckerberg le CEO de Facebook, qui sont passés d'un programme de soutien à la diversité, à un soutien à Trump et à un discours moyenâgeux sur les bienfaits de « l'énergie masculine » et de « l'agressivité ».

Les patrons et les politiciens bourgeois sont conscients que leur pouvoir est précaire et que le maintien de leur système repose en partie sur le nationalisme et la menace de guerre. Quant aux quelques déclarations féministes reprises par la classe dominante, elles sont en train d'être ensevelies par les idées réactionnaires.

Les partis ouvriers révolutionnaires ont toujours défendu que l'émancipation des femmes ne pourrait se faire que par le renversement révolutionnaire du capitalisme. Des militantes comme Clara Zetkin savaient bien que l'émancipation des femmes ne pouvait pas se faire en cherchant seulement à améliorer le sort des femmes au sein même du système capitaliste.

Et cela a entre autres été son combat de faire comprendre aux hommes et aux femmes que la participation des femmes au mouvement socialiste était une condition indispensable de n'importe quel mouvement de lutte pour les intérêts des travailleurs : *« Sans l'aide des hommes et, il faut bien le dire, souvent même contre leur volonté, les femmes ont rejoint le camp socialiste. [...] Mais elles sont maintenant dans ce camp et elles y resteront ! Elles lutteront sous le drapeau du socialisme pour se libérer, pour être reconnues comme des êtres humains à part entière. [...] elles sont prêtes à partager toutes les peines et tous les sacrifices du combat, mais elles sont aussi fermement décidées à exiger après la victoire tous les droits qui leur reviennent. »*

Plus de 10.000 personnes ont manifesté ce 8 mars à Bruxelles pour la journée mondiale de lutte pour les droits des femmes. Certaines venaient pour la première fois en manif. L'ambiance était fraternelle et beaucoup étaient venues en groupe et avaient écrit leurs panneaux pour dénoncer les oppressions envers les femmes, et leur volonté de ne pas se laisser faire.

La manifestation était aussi l'occasion de relier le combat pour l'émancipation des femmes avec d'autres combats contre les oppressions, pour dénoncer le massacre des Palestiniens, la guerre au Congo, les conditions de vie des migrants, les guerres impérialistes, les coupes budgétaires du nouveau gouvernement, etc. Beaucoup se disaient contre le capitalisme.



Guerre commerciale

Guerre commerciale et chaos capitaliste

Donald Trump avait annoncé des taxes de 25 % sur les produits importés du Mexique et du Canada, avant de faire volte-face le 6 mars.

En moins de 24 heures, il a suspendu l'essentiel de ces taxes durant un mois sous la pression des marchés financiers et d'une partie du patronat américain.

Toutefois, toute une partie des produits en provenance du Mexique et du Canada resteront soumis aux nouveaux droits de douane majorés de 25 %. Recul temporaire ou permanent ? En tout cas, ces annonces font réagir le patronat américain et accentuent le chaos capitaliste. Car ces taxes ne passent pas auprès de tous les capitalistes. L'industrie automobile, par exemple, dépend des échanges complexes

avec le Canada et le Mexique : chaque pièce traverse plusieurs fois ces frontières avant qu'une voiture soit entièrement montée. Une hausse des tarifs douaniers aurait mis à mal ce système en faisant exploser les coûts. Pareil chez Boeing où une dirigeante du groupe a mis en garde contre les risques de rupture d'approvisionnement qui perturberaient la production si les droits de douane augmentent.

Si certains capitalistes s'opposent aux taxes, ce n'est pas pour défendre les travailleurs. Pas plus que Trump ne cherche à protéger les travailleurs américains en augmentant les droits de douane. Aux États-Unis, au Mexique, en Chine ou ailleurs, ce sont les travailleurs qui paient le prix de cette guerre économique et des virages à 180 degré sur les tarifs douaniers.

Des milliers de travailleurs chinois risquent de perdre leur emploi suite à la hausse de 10 % des taxes sur les exportations vers les États-Unis. Des supermarchés comme Walmart, dont 60 % des produits viennent de Chine, pourraient changer de fournisseurs, mettant au chômage des milliers d'ouvriers chinois.

Les travailleurs américains ne sont pas mieux lotis. D'une part, l'augmentation des prix des biens de consommation pèse directement sur les familles de travailleurs. D'autre part, les droits de douane décidés par la Chine, l'Europe et le Canada menacent aussi des milliers d'emplois américains dans l'agriculture et le secteur énergétique. Entre inflation et licenciements, cette guerre ne fait qu'aggraver la précarité. Faire croire qu'un pays pourrait être économiquement souverain est un mensonge tant l'économie est enchevêtrée à l'échelle mondiale.

Dans cette guerre commerciale, Trump utilise le bluff comme arme pour tordre le bras aux partenaires commerciaux des États-Unis. Vendredi 8 mars, il a d'ailleurs remis le couvert en menaçant le Canada d'une hausse de 250 % des tarifs douaniers sur le bois et les produits laitiers. Réelle menace ou simple intimidation, la concurrence

douanière alimente de toute façon la propagande nationaliste.

En Europe par exemple, les gouvernements se sont saisis de l'annonce de nouvelles taxes de 25 % sur les produits européens pour tenter d'embrigader la population derrière le patronat européen, en présentant Trump comme une menace contre laquelle il faudrait se défendre collectivement en « *achetant européen* » ou en « *boycottant les produits américains* ».

Tout cela sert surtout à détourner l'attention des véritables responsables de la guerre que sont les capitalistes.

Canal de Panama : le poids de l'impérialisme



Une filiale du fonds d'investissement américain BlackRock a racheté deux ports stratégiques situés aux extrémités du canal de Panama, ainsi que d'autres infrastructures portuaires appartenant au géant hongkongais Hutchison, pour un montant de 22,8 milliards de dollars.

Ce rachat fait écho aux annonces de Trump clamant qu'il reprendrait le contrôle du canal de Panama, militairement si besoin, sous prétexte que les navires américains paieraient des droits de passage trop élevés pour l'emprunter.

Cette menace visait directement la Chine, accusée de trop profiter de cette voie stratégique. Trump lui reproche de réaliser trop d'investissements

en Amérique latine, un continent que les États-Unis considèrent comme leur chasse gardée.

Ce canal est extrêmement important pour les capitalistes américains. Situé en Amérique centrale et reliant l'océan Atlantique et l'océan Pacifique, il permet aux navires d'éviter de contourner l'Amérique du Sud. 75% des navires traversant le canal sont en provenance ou à destination des États-Unis.

Le rachat par BlackRock de ces deux ports du canal de Panama (Balboa et Cristóbal), assure aux États-Unis, de fait, le contrôle du canal.

BlackRock, intimement lié à l'État américain symbolise la puissance de l'impérialisme.

Ce mastodonte gère les actifs de nombreux fonds de pension mais aussi ceux de milliardaires, dont Warren Buffett, la reine d'Angleterre, la famille Rothschild. BlackRock a des intérêts partout. Il détient au moins 5 % des actions de près de la moitié des grandes entreprises américaines. En France, il est présent dans le capital de la plupart des entreprises du CAC 40.

BlackRock gère une somme d'actifs financiers qui valent plus que les PIB additionnés de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne, plus de 11.500 milliards de dollars.

Les menaces de l'administration Trump ont préparé le rachat par BlackRock. Des capitalistes comme Larry Fink, patron de BlackRock, sont tellement puissants qu'ils prennent le contrôle d'infrastructures avec leurs capitaux, sans qu'une intervention directe de l'armée soit nécessaire. Et ces capitalistes sont au besoin soutenus par l'État américain et l'armée la plus puissante du monde.

UE : de l'argent pour s'armer jusqu'aux dents

Suite à l'altercation entre Trump et Zelensky et l'arrêt des aides militaires américaines à l'Ukraine, les États européens ont multiplié les appels à réarmer l'Europe.

Sous le prétexte de continuer à soutenir l'Ukraine ou de défendre l'Europe, les seconds couteaux de l'impérialisme espèrent regagner une place dans le pillage de l'Ukraine, et dans les futures guerres de rapine.

Et pour gaver les industriels de l'armement et préparer les futurs massacres, les gouvernements de l'UE sont unanimes pour laisser tomber les limites budgétaires.

De l'extrême droite italienne de Meloni, à la gauche espagnole de Pedro Sanchez, tous les chefs d'État ont voté pour un arsenal de mesures destinées à renforcer l'industrie militaire. 800 milliards d'euros d'emprunts aux banques au-delà du déficit maximum de 3% normalement accepté, 150 milliards d'emprunts garantis par l'Union européenne, renforcement de la Banque Européenne d'Investissement pour les investissements militaires, rien n'est laissé de côté.

Ces gouvernements ont laissé les hôpitaux et les écoles au bord de la faillite sans broncher, mais maintenant que les capitalistes ordonnent l'accélération de la marche à la guerre, pas un ne manque à l'appel.

Pour justifier cette marche à la guerre, les chefs d'État multiplient les déclarations. Le futur chancelier allemand annonce :

« *Compte tenu des dangers qui menacent notre liberté et la paix sur notre continent, le mot d'ordre pour notre défense doit être : quoi qu'il en coûte !* ». Emmanuel Macron parle de « *parapluie nucléaire* ». En Belgique, le nouveau ministre de la Défense, Theo Francken, prévoit de faire visiter le site d'Audi à plusieurs entreprises d'armement et Maxime Prévot, le ministre des Affaires étrangères, annonce que « *l'Europe pourrait être attaquée sur ses frontières* », la Commissaire européenne Hadja Lahbib lance « *La guerre est à nos portes* » !

Ce ne sont que ramassis de mensonges. La Russie n'a aucune intention d'envahir l'Europe. La sanglante invasion de l'Ukraine elle-même a été provoquée par l'avancée de l'Otan aux frontières de la Russie. Les impérialistes se moquaient alors bien des risques qu'ils faisaient peser sur les populations Ukrainienne et Russe ! Mais quand bien même... l'armée russe n'a pas pu prendre Kiev, comment pourrait-elle envahir Bruxelles ou Paris ? Quant aux armées des États européens, elles n'ont jamais servi à protéger les populations, et ce ne sont pas les armées du dictateur Poutine qui ont bombardé et pillé le monde entier depuis trois siècles. Les guerres capitalistes n'ont jamais profité aux peuples. Mais les travailleurs mobilisés comme soldats peuvent transformer les guerres de pillage en guerres révolutionnaires !

Préparation à la boucherie

En même temps que les annonces de réarmement, des États européens reviennent sur

les traités qui leur interdisaient l'usage des armements les plus barbares. La Lituanie est sortie ce 6 mars de la convention interdisant les bombes à sous-munitions.

Ces bombes sont particulièrement dangereuses pour les civils, car un grand nombre des sous-munitions n'explorent pas au moment de l'impact, mais restent un danger mortel pendant des années, en particulier pour les enfants qui sont attirés par ces petits objets colorés.

La Finlande, la Pologne et la Lituanie envisagent aussi de se retirer du traité qui interdit l'utilisation de mines antipersonnelles, qui tuent très majoritairement (84%) des civils, des enfants, et restent encore très dangereuses pendant des décennies après les conflits.

Les conventions prétendument humanitaires volent en éclat quand les bourgeoisies se préparent à plonger l'humanité dans l'horreur.

L'avenir des champs de batailles

Le patron du groupe John Cockerill, déclare être intéressé par le site d'Audi à Forest « *pour y produire des blindés* ». Le ministre de la Défense, Theo Francken (N-VA) va visiter le site d'Audi avec plusieurs entreprises du secteur de l'armement.

Les travailleurs n'ont pas des salaires assez élevés pour finir les fins de mois et encore moins pour acheter des véhicules électriques à 80.000 € ? Les capitalistes vont leur faire construire des engins de mort !

Une solution déjà testée dans les années '30 ...

Le gouvernement fédéral accélère la militarisation

Le gouvernement fédéral veut augmenter le budget militaire à 2% du PIB (soit 12 milliards d'euros) dès cet été. L'accord de gouvernement de janvier prévoyait d'atteindre ce montant en 2029.

Bart De Wever prétend que l'assouplissement des règles budgétaires européennes pour les dépenses militaires va faciliter cet investissement. Mais règle budgétaire européenne ou pas, ce sont les travailleurs qui devront payer ces dépenses par l'austérité ou par des nouveaux impôts ! Les quatre milliards supplémentaires que le gouvernement veut englober dans l'armée cette année, c'est plus que les budgets du CPAS, de la GRAPA et de l'allocation aux personnes handicapées réunies !

L'argent existe, mais pour les marchands d'armes !

L'Allemagne et son futur chancelier veulent augmenter massivement leur budget militaire. Un fonds de 500 milliards d'euros est prévu pour moderniser les moyens de la guerre. Après des années de discours sur la rigueur budgétaire et le danger de la dette, le futur gouvernement veut faire sauter toutes les règles et restrictions budgétaires pour acheter des engins de mort.

Impossible de trouver de l'argent pour les écoles, les hôpitaux, les crèches, mais s'endetter pour la marche à la guerre, pas de problème ! Et ce n'est pas qu'en Allemagne : en Belgique,

en France, partout, l'argent introuvable pour les besoins essentiels réapparaît dès qu'il s'agit de produire des armes, et les « *sacro-saintes règles budgétaires* » sont soudainement suspendues. L'argent existe, mais il sert à préparer la guerre et faire profiter les marchands d'armes, pas à être utile à la population.

Trump : impérialisme sans fard

Vendredi 28 février, Zelensky s'est rendu à la Maison Blanche lors d'une conférence de presse devant aboutir à la signature d'un accord permettant aux trusts américains de prendre le contrôle du sous-sol ukrainien riche en minerais rares.

Devant les caméras de télévision, Trump et son vice-président J.D. Vance ont montré au monde entier comment les impérialistes se sont toujours comportés face aux États moins puissants comme l'Ukraine. Trump a rappelé à Zelensky qu'« *il n'avait pas les cartes en main* » avant de le renvoyer de la Maison-Blanche et lui a reproché de ne pas avoir dit merci pour l'aide américaine.

Zelensky pensait pouvoir poser quelques conditions avant la signature de l'accord en demandant des garanties de sécurité pour l'Ukraine contre Moscou. Il a dû déchanter.

Ce comportement n'est pas exclusif à l'impérialisme américain. Il y a un mois, Macron reprochait aux dirigeants africains d'avoir « *oublié de dire merci* » à la France et, en novembre dernier, il qualifiait les responsables d'Haïti de « *complètement cons* ». Mais le plus souvent tout cela n'est pas filmé et diffusé en direct.

Pour faire pression sur Zelensky, Donald Trump a annoncé, le 4 mars, la suspension de l'aide militaire à l'Ukraine, affirmant vouloir apporter la paix. L'exploitation des richesses minières ukrainiennes servirait à rembourser l'aide américaine.

En réalité, la majorité de l'aide n'est même pas sortie des États-Unis et a atterri directement dans les caisses des fabricants d'armes américains.

L'impérialisme américain, qu'il soit représenté par Biden ou Trump, utilise tous les moyens contre les peuples pour enrichir ses capitalistes. La politique de l'administration Biden a poussé des centaines de milliers d'Ukrainiens, et de Russes, à mourir sous les bombes. Et l'accord de Trump pour mettre fin à la guerre dépouillera l'Ukraine de ses richesses et appauvrira le peuple ukrainien.

Trump reprend là où Biden s'est arrêté ; au fond, il s'agit de la même politique. Tous deux ont voulu faire avancer les intérêts des capitalistes et de l'impérialisme américain, quelle que soit la situation.



**Suivez nous
sur les réseaux:**

Lutte Ouvrière Belgique
Email: contact@lutteouvriere.be
Tel: 0470-18.82.39
Internet: www.lutte-ouvriere.be